

Jean-Pierre Chevènement,  
Sénateur

## “La crise fait revenir la Nation au premier plan et démontre sa solidité”

Conversation sous forme de confession politique avec le “Che”. Sous les ors de la salle des pas perdus du Sénat.



“Je n’ai jamais fait des marchés financiers l’horizon de l’humanité. Si bien que je ne me sens pas en porte-à-faux avec moi-même comme certains socialistes qui ont en quelque sorte adoubi le libéralisme dans leur propre maison. Et qui sont obligés aujourd’hui de se contorsionner.”

Par Philippe Plassart et Julien Tarby

On ne s’attendait pas à retrouver le “Che” dans un fauteuil de sénateur. S’il avoue s’y trouver “un peu par hasard”, suite à une déconvenue électorale dans son bastion belfortain, il semble y avoir trouvé assez vite ses marques, fort de sa longue expérience de la vie politique. Qu’on l’aime ou pas, Jean-Pierre Chevènement figure parmi les plus lourds de la politique française. Il fut la cheville ouvrière de l’alliance avec le PC et le concepteur des 101 propositions qui allaient amener Mitterrand au pouvoir. Depuis lors, sa vie politique a été ponctuée par trois démissions gouvernementales, une sécession corps et bien d’avec le Parti socialiste, une campagne prometteuse à la présidentielle de 2002

### “Pour survivre en politique, l’essentiel est d’être en harmonie avec soi-même et avec ce que l’on croit”

qui le plaçait au statut enviable de “troisième homme” mais qui finira dans les décombres de la poussée lepéniste à moins de 6 %... Aujourd’hui, l’homme, outrage du temps passant, semble en avoir rabattu sur ses ambitions. Feinte ? “Même mort, je reviendrai”, prévient-il, reprenant la maxime latine devenue fétiche depuis sa résurrection post-comatique. Donnant la clé de sa longévité : “Pour survivre en politique, l’essentiel est d’être en harmonie avec soi-même et avec ce que l’on croit.” Et quand Jean-Pierre Chevènement, l’artisan des nationalisations de 1981, plaide aujourd’hui pour une politique industrielle et une programmation dans laquelle l’Etat aurait plus que son mot à dire, il prouve sa constance.

Les conséquences de la crise sont loin d’avoir été toutes tirées. Beaucoup des tenants de la doctrine officielle estiment qu’elle ne sera qu’une parenthèse. Et qu’une fois celle-ci refermée, il sera possible de repartir comme avant. Ceux-là font une grave erreur. Il n’y a plus de boussole, les repères ont été perdus. Il faut faire un saut conceptuel pour imaginer les trente prochaines années. Rien ne serait plus nécessaire que de cerner ce que l’on veut pour le monde de l’après-pétrole, du combat contre le réchauffement climatique. Or on ne sait pas où on va. Une politique industrielle à moyen terme serait plus que jamais utile. L’Etat est légitime, s’il le juge nécessaire, pour réinvestir les secteurs stratégiques. Il y a certainement place pour une planification renouvelée. J’emploie à dessein ce mot “planification” car il ne fait pas moderne, mais la notion de “programmation” convient très bien à sa place. On va y revenir. Mon combat est à contre-courant. Je note qu’avec la crise, la nation sur laquelle certains s’acharnent montre sa solidité. Les plans de relance sont conçus à cette échelle, ensuite on les coordonne. Et ce n’est pas étonnant. La nation qui vient du fond de l’histoire est la brique de base à partir de laquelle on peut bâtir. Tout ce qu’on a fait miroiter par ailleurs – le régionalisme, le communautarisme – ne tient pas la route quand les temps sont difficiles.

#### Républicain d’abord

Pour éviter tout malentendu, je ne me présente jamais comme souverainiste, notion accolée à des courants avec lesquels je ne me sens aucune affinité. Je suis d’abord républicain. Pour moi la démocratie ne peut pas s’exercer sans la souveraineté. Charles de Gaulle l’a dit : ce sont l’avertissement et l’envers d’une même médaille. Mais qu’on ne s’y méprenne pas : cela ne veut pas dire que je suis contre le partage des compétences dès lors que l’on contrôle démocratiquement leur exercice. Par exemple, dès lors que l’euro existe, non

seulement j’admets mais je revendique un gouvernement économique de la zone euro. Je ne regrette absolument pas les combats que j’ai menés ces trente dernières années. Ils témoignent peut-être d’une opiniâtreté excessive, trait de caractère, dit-on, des Belfortains. Ma première inclination a été pour Mendès France à 15 ans. Ensuite, j’ai conçu, avec d’autres, au Ceres, la stratégie du programme commun et de l’alliance avec le Parti communiste, comme moyen de redynamiser la gauche, de provoquer l’alternance et de mettre en œuvre un programme progressiste. Par la

### “Je ne regrette pas les combats de ces trente dernières années. Je n’ai jamais donné dans les “ponts aux ânes” libéraux”

suite, je n’ai jamais donné dans les “ponts aux ânes” libéraux. Je n’ai jamais été pour le Matif, la Bourse remplaçant la banque, la Commission faisant régner la loi de la concurrence sur le marché européen. Je me suis opposé en Conseil des ministres à la libéralisation des capitaux sans contrepartie sur le plan de l’harmonisation fiscale. De même, je n’étais pas favorable au traité de Maastricht qui donnait une totale indépendance en dehors de tout contrôle du suffrage universel. J’ai le sentiment, permettez-moi de le dire à la lumière de la situation d’aujourd’hui, que tout cela était tout à fait justifié, si bien que je ne me sens pas en porte-à-faux avec moi-même, comme certains socialistes qui ont en quelque sorte adoubi le libéralisme dans leur propre maison. Et qui sont obligés aujourd’hui de se contorsionner. Je n’ai jamais fait des marchés financiers l’horizon de l’humanité.

#### La pédagogie par la démission

Certes j’ai démissionné trois fois mais en même temps, j’ai été l’un

des ministres les plus longtemps en poste au gouvernement avec Jack Lang. Mes démissions ne doivent pas oblitérer les décisions que j’ai prises : la relance de la recherche en 1981-1982, le redressement de l’école publique en 1984, avec l’instauration en particulier du baccalauréat professionnel, la défense, et le plan armée 2000, la police de proximité, l’intercommunalité, la définition d’un équilibre dans la politique de l’immigration. Il est vrai cependant qu’à plusieurs reprises, j’ai eu l’occasion de marquer nettement mon désaccord ; une première fois au moment du tournant libéral en 1983, une deuxième fois avec la guerre du Golfe en janvier 1991 et enfin au sujet de la Corse, la République et de l’Europe en 2000. Pour moi, cela fait partie de la déontologie républicaine car il y a des moments où il faut savoir dire non et prendre du champ. Sous la III<sup>e</sup> République, ce type de décisions était très courant. Cela s’est perdu parce que sous la V<sup>e</sup> République et jusqu’à la dernière réforme constitutionnelle, le démissionnaire ne retrouvait pas automatiquement son siège de député, son suppléant devant démissionner mais sans que rien ne l’y oblige.

### “Ces démissions pour marquer le coup avaient une dimension pédagogique. Chacune était un pari sur l’avenir”

Le mien l’a fait sans aucune difficulté. Démissionner ? C’est toujours une décision douloureuse, surtout si on quitte un gouvernement dans lequel on a le sentiment d’œuvrer utilement. Je ne l’ai jamais prise facilement. Pour moi, ces démissions avaient une dimension pédagogique pour “marquer le coup”. En 1983, contre le “tout marché” dont trop de camarades étaient devenus les thuriféraires ; en 1991, contre l’aberration des guerres Nord-Sud et du clash des civilisations. En 2000, contre la dissolution de la nation.